

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44 263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 11/03/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Parc éolien BUTTE NOIRE

2030, chemin de Queyrelle
Val d'Orson
13760 Saint-Cannat

Référence : N4-2026-313 - RI

Code AIOT : 0006310294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement Parc éolien BUTTE NOIRE implanté Parc éolien 44 170 Jans. L'inspection a été annoncée le 25/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien BUTTE NOIRE
- Parc éolien 44170 Jans
- Code AIOT : 0006310294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Butte Noire, situé sur la commune de Jans, est composé de 4 éoliennes de 200 m de hauteur en bout de pale. Le parc est d'une puissance 14,4 MW. Le parc est actuellement en construction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Préservation des cours d'eau intermittents	Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 4	Demande d'action corrective
2	Protection des amphibiens	Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 4	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 4
4	Protection des réseaux et canalisations	Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 4

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Protection du Grand Capricorne	Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 9
6	Dimensionnement des fondations	Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 9

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si, lors de la visite, il a pu être constaté que le chantier était dans un très bon état de propreté, il a également été constaté que deux engagements inscrits dans le dossier de demande d'autorisation environnementale n'avaient pas été respectés, à savoir la mise en défens de la fondation de l'éolienne E4 ainsi que le passage du câblage inter éolien sous le cours d'eau par fonçage.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Préservation des cours d'eau intermittents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 4
Thème : Risques chroniques, Conformité au dossier de demande environnementale unique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.</p> <p>Extrait du dossier de demande d'autorisation environnementale :</p> <p>Pièce 44_PT_BUTTE_NOIRE_TABLEAU_COMPLEMENTS Complété en octobre 2018 :</p> <p><i>"La carte page 83 et les cartes de synthèse des enjeux, ont été modifiées avec la donnée SIG des cours d'eau à jour. Des précisions ont été apportées dans le dossier au sujet des franchissements de fossés/cours d'eau concernés par les câblages électriques reliant les éoliennes et les postes de livraison. Entre les éoliennes E6 et E5, et entre E3 et E1, le câblage traverse trois cours d'eau intermittents, affluents de la Côte. Le câblage sera enfoui sous le cours d'eau par fonçage. Cela ne perturbera pas le fonctionnement hydrologique des cours d'eau traversés. Une carte représentant les câblages et les cours d'eau concernés a été ajoutée en partie XXIX.5. LES IMPACTS SUR L'HYDROGÉOLOGIE Les travaux aux abords d'E4 nécessiteront la prise de mesures nécessaires pour éviter toute pollution du cours d'eau.</i></p> <p><i>Dès le début du chantier, des mesures seront mises en place pour collecter les déversements accidentels d'huiles et d'hydrocarbures afin qu'il n'y ait pas de ruissellement de polluants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- Les engins seront régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement,</i> <i>- Leur maintenance sera effectuée en dehors du chantier ou sur une aire dédiée avec mise en rétention,</i> <i>- Aucun stockage de produit polluant ne sera effectué sur le site. »</i> <p>Constats :</p> <p>S'agissant du franchissement des cours d'eau intermittents, le porteur de projet indique par courriel du 3 mars 2026 que :</p> <p><i>« Les travaux de pose des câbles concernés ont été réalisés en période d'assec, à la mi-octobre 2025, sur des fossés ne présentant alors aucun écoulement actif. Dans ce contexte, la méthode mise en œuvre a consisté en :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• une excavation localisée à la pelle mécanique,</i> <i>• une pose des câbles en sur profondeur par rapport au fond du fossé,</i> <i>• un remblaiement immédiat,</i>

- et une reconstitution à l'identique du profil initial du fossé, tant en géométrie qu'en continuité hydraulique.

Cette intervention n'a entraîné aucune modification durable du lit, des berges ou du fonctionnement hydraulique des fossés concernés et répond ainsi pleinement à l'objectif environnemental poursuivi par la mesure de réduction prévue dans le dossier d'autorisation. »

La méthode de fonçage décrite au dossier de demande d'autorisation environnementale a un impact bien moindre sur le milieu naturel que l'excavation. Elle est néanmoins plus contraignante techniquement et plus coûteuse que l'excavation. La méthode employée par le porteur de projet constitue un manquement aux engagements pris qui n'a pas été justifiée en amont par une impossibilité technico-économique.

D'autre part, aucun stockage de produit polluant n'est effectué sur le chantier. Seul un grand récipient vrac (GRV) de ChrysoCure, produit de traitement pour réduire les risques de fissuration des bétons frais, était présent. La fiche de sécurité du produit ne mentionne aucun danger pour l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera les raisons pour lesquelles l'engagement pris n'a pas été mis en place.

L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions définies dans son dossier de demande d'autorisation environnementale. Il précisera les dispositions prises en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°2 : Protection des amphibiens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 4

Thème : Risques chroniques, Conformité au dossier de demande environnementale unique

Prescription contrôlée :

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Extrait du dossier de demande d'autorisation environnementale :

Pièce 44_PT_BUTTE_NOIRE_P5a_Etude_impact_COMP Complété en Octobre 2018 pages 604-605 XXXVII.5. Les mesures pour les autres groupes faunistiques « Afin d'éviter la mortalité des amphibiens et reptiles lors des travaux de terrassement et de coulage des fondations à proximité de zones humides, une mise en défens des zones de travaux de l'éolienne E4 sera réalisée. »

Constats :

Lors de la visite du chantier, aucune mise en défens des zones de travaux de l'éolienne n'est mise en place.

L'absence de mise en défens par le porteur de projet constitue un manquement aux engagements pris qui n'a pas été justifié en amont par une impossibilité technico-économique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera les raisons pour lesquelles l'engagement pris n'a pas été mis en place.

L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions définies dans son dossier de demande d'autorisation environnementale. Il précisera les dispositions prises en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

N°3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 4

Thème : Risques chroniques, Conformité au dossier de demande environnementale unique

Prescription contrôlée :

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Extrait du dossier de demande d'autorisation environnementale :

Pièce 44_PT_BUTTE_NOIRE_P5a_Etude_impact_COMP Complété en Octobre 2018 XXXVI.4. LES MESURES POUR L'HYDROGEOLOGIE Page 592

"Concernant les risques de pollutions accidentelles en phase chantier, le cahier des charges des entreprises réalisant les travaux mentionnera :

- L'obligation de mettre en œuvre des dispositions pour éviter la dispersion de coulis de béton,*
- L'obligation de récupérer, stocker et éliminer les huiles de vidanges des engins,*
- L'interdiction de tout rejet de quelque nature qu'il soit,*
- L'obligation de récupérer tous les déchets issus du chantier,*
- L'obligation de nettoyer les engins (toupies béton, pompes de relevage) sur une aire de lavage étanche."*

Constats :

Lors de l'inspection du chantier, il n'a pas été constaté de dispersion de coulis de béton.

Le chef de chantier a indiqué que l'ensemble des maintenances véhicule est assuré hors chantier.

Aucun rejet n'a été constaté à l'exception des eaux d'exhaure des fondations. Celles-ci sont canalisées vers un filtre à paille pour filtrer les éventuelles matières en suspension.

Aucun déchet n'a été constaté sur le site.

Le nettoyage des toupies est effectué au-dessus des bennes étanches positionnées sur la plateforme de l'éolienne E3. Le lavage des camions est effectué hors chantier.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Protection des réseaux et canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 4

Thème : Risques chroniques, Conformité au dossier de demande environnementale unique

Prescription contrôlée :

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Extrait du dossier de demande d'autorisation environnementale :

Pièce 44_PT_BUTTE_NOIRE_P5a_Etude_impact_COMP p.616 XXXVIII.6.4. LES RESEAUX ET CANALISATIONS

"Certains aménagements d'accès passeront là où la canalisation de Gaz est enterrée. Des plaques de roulage seront mises en place au droit des accès provisoires. Suite à localisation exacte de la conduite

de gaz sur le terrain, un bétonnage sera réalisé ou l'installation de dalles préfabriquées en béton au droit de la canalisation, avant la mise en place de la structure complète de voirie en traitement ou en granulaire afin d'éviter tout tassement."

Constats :

L'exploitant indique par courriel du 3 mars 2026 que « les travaux réalisés à proximité de la conduite de gaz NATRAN ont été conduits conformément aux prescriptions techniques définies par le gestionnaire de réseau en préparation du chantier et en présence d'un représentant de NATRAN lors des travaux. Les comptes-rendus de marquage piquetage de NATRAN ont été transmis. »

Compte-tenu de la présence du gestionnaire de réseau lors de la préparation du chantier et de son suivi, l'objectif de protection de la canalisation de gaz est satisfait.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Protection du Grand Capricorne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 9

Thème : Risques chroniques, Protection du Grand Capricorne

Prescription contrôlée :

Une recherche d'indices de présence du Grand Capricorne sera effectué dans les 4 chênes devant être abattus pour la création de l'accès à l'éolienne E3. En cas de présence de l'insecte, les fûts seront conservés et déplacés en secteurs favorables.

Constats :

Lors de la visite de chantier, les chênes concernés n'avaient pas été abattus. Le porteur de projet indique qu'une modification dans l'amenée des pales sur site permet d'éviter leur abattage.

Si, in fine, l'abattage devait avoir lieu, le porteur de projet respecte la disposition décrite à l'article 9.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Dimensionnement des fondations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2020, article 9

Thème : Risques accidentels, Dimensionnement des fondations

Prescription contrôlée :

Pour les éoliennes concernées par un risque de nappe affleurante ou très fort de remontée de nappe, le type et les dimensions des fondations seront adaptés : une étude géotechnique et hydrogéologique permettra de déterminer le risque de rencontrer l'eau à proximité de la fondation. La résistance à la poussée d'Archimède devra notamment être prise en compte pour les dimensionnements des fondations.

Constats :

L'exploitant a fourni l'étude géotechnique G2 PRO en date du 24/07/2025 réalisée par la société FONDASOL NANTES. Cette étude prend en compte le contexte hydrogéologique des lieux d'implantation des fondations des éoliennes.

Type de suites proposées : Sans suite